



PROJECT MUSE®

Épreuves professionnelles et engagement collectif dans la
presse en ligne à Moscou (2012-2019)

Françoise Daucé

Le mouvement social, Numéro 268, juillet-septembre 2019, pp. 101-116 (Article)

Published by Association Le Mouvement Social



➔ For additional information about this article

<https://muse.jhu.edu/article/746802>

Épreuves professionnelles et engagement collectif dans la presse en ligne à Moscou (2012-2019)

par Françoise DAUCÉ*

Le 9 mars 2016, un minibus transportant des journalistes et des défenseurs des droits de l'homme russes est attaqué violemment à la frontière entre la Tchétchénie et l'Ingouchie. À l'initiative des victimes, en particulier d'un correspondant du média en ligne MediaZona, une trentaine de journalistes se réunissent à Moscou pour fonder un Syndicat indépendant des journalistes et des travailleurs des médias. Il est officiellement enregistré auprès du ministère de la Justice en 2017 et revendique près de 380 membres au début de l'année 2019¹. Les fondateurs du syndicat, après les violences physiques au Caucase, exigent une enquête impartiale sur les auteurs de l'attaque. Cette exigence de légalité s'élargit ensuite à l'ensemble de leurs activités professionnelles, dans un contexte où les difficultés politiques rencontrées par les journalistes s'accompagnent d'une fragilité croissante de leur statut et de leurs droits collectifs.

La création du syndicat surprend dans un contexte défavorable aux groupements militants, qu'il s'agisse d'associations ou de partis indépendants. De nombreux travaux ont certes montré le retour à l'action syndicale dans le monde ouvrier russe² puis l'émergence de mobilisations sociales et de mouvements de protestation en Russie dans les années 2000³. La protestation a culminé lors des manifestations de 2011-2012 contre la fraude électorale, qui ont réuni militants de gauche, libéraux et nationalistes⁴. Les médias, notamment en ligne, ont joué un rôle important dans la couverture et la coordination des protestations⁵. Cependant, après la réélection de Vladimir Poutine en 2012, la répression des militants d'opposition est manifeste. Elle s'illustre par les lourdes peines prononcées contre les activistes jugés dans le cadre du procès des manifestants de la place Bolotnaya, accusés de violence sur des policiers lors de la « Marche des millions » du 6 mai 2012, et par une régulation plus forte de la société civile, avec l'adoption par exemple de la loi sur « les agents de l'étranger » qui limite la marge de manœuvre des organisations bénéficiant de financement d'origine étrangère et exerçant une activité considérée comme politique⁶. Ce contexte répressif contribue à la relative démobilisation des mouvements

* Directrice d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), Centre d'études des mondes russe, caucasien et centre-européen (CERCEC).

1. Ces informations sont tirées du site internet du syndicat : <https://profjur.org/#rec33598706>.

2. C. CLÉMENT, « Réveil syndical en Russie ? », *L'Humanité*, 13 avril 2007.

3. C. CLÉMENT, O. MIRÁSOVA et A. DEMIDOV, *Ot obyvatel'ej k aktivistam. Zaroždatušiesâ socialnie dviženia v sovremennoj Rossii*, Moscou, Tri kvadrata, 2010.

4. M. GABOWITSCH, *Putin Kaputt!? Russlands neue Protestkultur*, Berlin, Suhrkamp, 2013.

5. A. KAČKAËVA (dir.), *Smeŭšaâsâ nerevoluciâ: dviženie protesta i media (nify, âzyk, simvoly)*, Moscou, Fond Liberal'naâ missiâ, 2013 ; R. SMYTH et S. OATES, « Mind the Gaps: Media Use and Mass Action in Russia », *Europe-Asia Studies*, vol. 67, n° 2, 2015, p. 285-305.

6. F. MURPHY, « Bolotnaia Five Years On: Can Online Activism Effect Large Scale Political Change in Russia? », *SLOVO Journal*, n° 1, 2017, p. 49-67 ; A. KALK, « “Creative” Bolotnaia and “Public” Plokhonnaia: The Visual Representation of Protests in the Russian Media », *Laboratorium. Russian*

protestataires⁷. Le renforcement du contrôle d'Internet se met en place⁸, et s'accroît encore lors des tensions en Ukraine et de l'annexion de la Crimée en 2014⁹. Le service fédéral de supervision des communications, Roskomnadzor, obtient alors un pouvoir administratif de blocage des sites internet. Ces mesures favorisent un renforcement des contrôles sur l'espace médiatique.

Comment, dans ce contexte, créer un syndicat indépendant de journalistes ? Dans l'espace occidental, et notamment en France, le syndicalisme de journalistes est ancien et pluriel¹⁰. Cependant, dans les médias comme dans d'autres sphères professionnelles, la précarisation récente des statuts constitue un obstacle à l'action syndicale, même si celle-ci reste possible lorsque des solidarités internes au collectif de travail permettent de porter la protestation¹¹. En URSS, une Union des journalistes affiliée au Parti communiste unissait les membres de la profession et disposait du monopole de leur représentation professionnelle. Toujours active, elle compte environ 70 000 membres en 2018, mais propose surtout des activités culturelles et distrayantes. Face à cet héritage, des journalistes réformateurs ont tenté de créer des organisations collectives indépendantes du pouvoir dès la fin des années 1980¹². Mais depuis 1991, face aux difficultés posées par le passage au marché, la question du syndicalisme de journalistes a été marginalisée. Sa réapparition dans la Russie contemporaine suscite donc l'attention. Elle intervient dans un contexte d'affaiblissement des solidarités collectives et de fragilisation des droits professionnels dans les rédactions. La libéralisation économique et politique des années 1990 puis le développement du numérique se sont accompagnés d'un détricotage des solidarités salariales, au profit de formes décentralisées et souples de rapport au travail. Ces évolutions ne sont pas spécifiques à la Russie et se sont accentuées avec l'apparition du Web. À l'heure d'Internet, le numérique aurait fragilisé les « communautés de destin, d'identité ou d'appartenance¹³ » dans une société « liquide¹⁴ ». Les journalistes s'inquiètent, en France en particulier, de la précarisation de la profession¹⁵. Dans le cas russe, cette incertitude professionnelle s'articule aux contrôles politiques

Review of Social Research, n° 2, 2012, p. 164 ; F. DAUCÉ, « The Duality of Coercion in Russia: Cracking Down on "Foreign Agents" », *Demokratizatsiya. The Journal of Post-Soviet Democratization*, n° 1, 2015, p. 57-75.

7. F. DAUCÉ, *Être opposant dans la Russie de Vladimir Poutine*, Lormont, Le Bord de l'eau, 2016.

8. J. NOCETTI, « Russia's "Dictatorship-of-the-Law" Approach to Internet Policy », *Internet Policy Review*, vol. 4, n° 4, 2015, p. 1-19.

9. U. A. MEJIAS et N. E. VOKUEV, « Disinformation and the Media: The Case of Russia and Ukraine », *Media, Culture & Society*, n° 7, 2017, p. 1027-1042.

10. D. RUELLAN, *Le journalisme défendu : modèles de l'action syndicale*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014.

11. A. COLLOVALD et L. MATHIEU, « Mobilisations improbables et apprentissage d'un répertoire syndical », *Politix*, n° 86, 2009, p. 119-143.

12. E. STRUKOVA, *Alternativnaâ periodičeskaâ pečat'v istorii rossijskoj mnogopartijnosti: 1987-1996*, Moscou, Istoričeskaâ biblioteka, 2005.

13. F. GRANJON, « Du pragmatisme et des technologies numériques », *Hermès. La Revue*, n° 73, 2015, p. 219-224.

14. Z. BAUMAN, *La vie liquide*, Rodez, Éditions du Rouergue-Chambon, 2006.

15. C. W. ANDERSON, E. BELL et C. SHIRKY, *Post-Industrial Journalism: Adapting to the Present*, New York, Tow Center for Digital Journalism, 2012 ; M. DEUZE et T. WITSCHGE, « Beyond Journalism: Theorizing the Transformation of Journalism », *Journalism*, vol. 19, n° 2, 2017, p. 165-181 ; C. DUPUY, *Journalistes, des salariés comme les autres ? Représenter, participer, mobiliser*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2016.

sur les rédactions et s'incarne dans les licenciements, démissions ou reconversions imposées. Les emprises sur le monde médiatique sont pensées ici non pas uniquement comme l'expression d'une censure verticale, mais comme un ensemble de pratiques distribuées pour « empêcher les actes de dévoilement et de dénonciation, soit en les rendant très coûteux pour leurs auteurs, soit en les différant dans le temps ¹⁶ ». Comme le souligne Francis Chateauraynaud, les emprises sont multiples et discrètes, difficiles à visualiser. Elles s'élaborent dans la durée, créant des asymétries de prises durables. Dans les médias russes, la contrainte politique s'incarne dans des emprises ordinaires liées au marché et à la fragilité des statuts professionnels ¹⁷. Les journalistes, démis ou démissionnaires, circulent d'une rédaction à l'autre et les collectifs de travail se font et se défont au gré des conflits éditoriaux ¹⁸. Au fil de ces épreuves ¹⁹, se créent pourtant des attachements partagés et une élucidation collective de ce à quoi l'on tient dans le métier. Dans des contextes politiques oppressifs et dans des collectifs défaits par le marché numérique, la forme syndicale, pourtant ancienne, peut alors modestement retrouver sens et légitimité pour dire et agir ensemble face aux difficultés rencontrées.

Dans cet article, nous montrons d'abord le détachement des journalistes moscovites, engagés dans l'invention des nouvelles pratiques éditoriales en ligne, à l'égard des solidarités syndicales au début des années 2010. Nous documentons ensuite les épreuves multiples qu'ils rencontrent après la réélection de Vladimir Poutine en 2012, entre pressions économiques et oppressions politiques. Ces difficultés favorisent la réflexivité collective, conduisant à un regain d'intérêt pour le syndicalisme en réponse aux épreuves politiques et salariales subies. Enfin, le syndicat, créé en 2016, tente d'ajuster son répertoire d'action à la diversité des difficultés rencontrées, mais se heurte à la précarité de l'engagement de ses membres. Cet article est fondé sur des entretiens avec des membres du Syndicat indépendant des journalistes depuis 2016 ainsi que sur une lecture régulière de leur chaîne Telegram (qui compte plus de 1 800 abonnés en août 2019). Il s'insère dans une recherche plus longue, engagée depuis 2011, sur les nouvelles régulations du journalisme en Russie ²⁰ et les savoirs pour les contourner. L'enquête suit ainsi le parcours complexe de journalistes confrontés à des difficultés professionnelles, qui expérimentent et testent des réponses collectives pour faire face aux épreuves qu'ils rencontrent ²¹. Ces réponses peuvent être diverses, depuis la recherche de compromis éditoriaux modestes jusqu'à l'exil à l'étranger. L'engagement syndical est l'une des réponses possibles, dans ce vaste panorama des arts de faire du journalisme librement.

16. F. CHATEAURAYNAUD, « L'emprise comme expérience. Enquêtes pragmatiques et théories du pouvoir », *Sociologies*, 2015, en ligne : <http://sociologies.revues.org/4931>.

17. I. CHUPIN et F. DAUCÉ, « Termination of Journalists' Employment in Russia: Political Conflicts and Ordinary Negotiation Procedures in Newsrooms », *Laboratorium. Russian Review of Social Research*, vol. 9, n° 2, 2017, p. 39-58.

18. ID., « Par-delà la contrainte politique ? La banalité des bifurcations dans les carrières journalistiques en Russie contemporaine », *Réseaux*, n° 199, 2016, p. 131-154.

19. L. BOLTANSKI et L. THÉVENOT, *De la justification. Les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard, 1991 ; C. LEMIEUX, « Jugements en action, actions en jugement. Ce que la sociologie des épreuves peut apporter à l'étude de la cognition », in F. CLÉMENT et L. KAUFMANN (dir.), *La sociologie cognitive*, Paris, Ophrys-Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2011, p. 249-274.

20. Cette recherche, intitulée « Repenser les lieux communs de la censure et de la liberté », a bénéficié du soutien de l'Institut universitaire de France entre 2013 et 2017.

21. Pour des raisons de sécurité, les noms et prénoms des personnes rencontrées et citées dans cet article ont été anonymisés ou changés.

L'indépendance des journalistes dans le monde des libertés numériques

Comment peut-on unir des gens qui sont en concurrence les uns avec les autres au quotidien²² ?

Les membres du Syndicat indépendant des journalistes ont conscience de la spécificité du métier de journaliste comme monde de l'affirmation de soi dans la concurrence éditoriale. Cette tension entre subordination juridique du salarié et autonomie professionnelle du journaliste est bien identifiée dans la sociologie des médias²³. En Russie, elle résulte des réformes libérales des années 1990 et a été renforcée par les libertés d'Internet. Ces dernières sont vues comme un détachement à l'égard des pesanteurs du monde médiatique ancien. Dans les médias en ligne, qui se revendiquent comme « libéraux », la mobilité et l'autonomie des jeunes acteurs du Web sont opposées aux entraves de leurs aînés des médias d'État « loyaux » (principales chaînes de télévision, journaux quotidiens à grand tirage, comme *Izvestia* ou *Komsomolskaia Pravda*). Les journalistes revendiquent leurs convictions « libérales » (*liberalnye*), un souci d'indépendance politique à l'égard du pouvoir et d'insertion dans les mécanismes du marché médiatique privé (comme la télévision en ligne *Dozhd'*, les journaux *Novaya Gazeta*, *Kommersant* ou *Vedomosti*)²⁴. L'immersion dans leur milieu montre un monde inventif, dynamique et pluriel, où la renommée critique prime souvent sur les attachements salariaux. Les nombreux sites d'information, qui font la diversité du runet²⁵, rivalisent d'esprit dans la conception de leur design, la pluralité de leurs contenus et un souci du rapport direct aux lecteurs. Leurs journalistes revendiquent leur contribution à l'innovation médiatique et s'inscrivent dans le régime exploratoire des nouvelles possibilités du Net²⁶. Mais leurs conditions de travail, fortement libéralisées, sont souvent précaires et fragiles.

Les réalités du marché médiatique

À la fin des années 2000, les sites d'information en ligne connaissent un développement rapide sur le runet. De jeunes journalistes animent ces médias en création, qui, en quelques années, viennent concurrencer la télévision, la radio et la presse écrite. Le paysage est marqué par l'apparition de nombreux médias *pure players*, alors que la presse écrite travaille à sa reconversion sur le Net. Ce monde médiatique est souvent divisé par facilité en deux ensembles, opposant « médias de masse étatiques » (*Gosudarstvennye SMI*), d'un côté, et « médias de masse non étatiques » (*NeGosudarstvennye SMI*), de l'autre. Les médias étatiques, financés par le budget public, sont par construction loyaux aux autorités. L'action syndicale y est dominée par l'Union des journalistes. Les médias non étatiques peuvent, pour certains, se conformer à la ligne officielle s'ils sont la propriété d'entrepreneurs proches du

22. Site du Syndicat indépendant des journalistes : <https://profjur.org/#rec33598706>.

23. C. DUPUY, *Journalistes, des salariés comme les autres ?...*, *op. cit.*

24. A. KALK, « "Creative" Bolotnaia and "Public" Poklonnaia... », art. cité.

25. Terme usuel pour désigner la communauté russophone sur Internet. Sur les enjeux politiques de ce terme, voir G. ASMOL et P. KOLOZARIDI, « The Imaginaries of RuNet: The Change of the Elites and the Construction of Online Space », *Russian Politics*, vol. 2, n° 1, 2017, p. 54-79.

26. N. AURAY, *L'alerte ou l'enquête : une sociologie pragmatique du numérique*, Paris, Presses des Mines, 2017.

pouvoir ou, pour d'autres, revendiquer leur autonomie. Parmi ces derniers, plusieurs incarnent cette indépendance éditoriale, qu'il s'agisse des médias traditionnels (les quotidiens *Kommersant*, *Vedomosti*, le groupe de presse RBC et la radio Ekho Moskvy) ou de médias en ligne plus récents (les sites d'information Lenta.ru, Gazeta.ru, Grani.ru, la chaîne de télévision numérique Dozhd', les magazines en ligne MediaZona, Slon, ou Snob). Généralistes, ils se disent volontiers « libéraux », au sens politique et économique du terme. C'est au sein de ces derniers qu'émergent les réflexions sur un nouveau modèle syndical.

Dans ces médias, c'est le récit de l'innovation qui domine. Les entretiens dans les rédactions illustrent le souci du renouvellement, de l'originalité et de l'invention dans les relations avec les lecteurs (mise en place de forums ou communautés de lecteurs), dans l'usage des algorithmes de publication et de recherche, dans les nouvelles formes d'organisation du travail dans les rédactions, voire dans l'inspiration artistique. Comme l'évoque une ancienne journaliste du site Snob : « À Snob, on avait un budget illimité pour développer l'expérience dans le domaine des nouveaux médias [...]. On a fait six versions du site Snob avant de le lancer. Il n'y avait pas de *business plan*, seulement de l'art. C'était dans les années 2000. L'idée de l'art dominait. On voulait utiliser les technologies nouvelles pour permettre des commentaires sur chaque mot, publier des textes longs et uniques, publier les commentaires dans la marge²⁷. » Les journalistes engagés dans l'exploration des nouvelles possibilités du Net s'affranchissent des contraintes et des lourdeurs des médias traditionnels, marqués par l'héritage de la production industrielle, de l'imprimerie à la distribution. Ils revendiquent une liberté fondée sur leur inspiration et leur talent personnel.

Cette liberté est pensée dans le cadre de l'économie de marché. Les journalistes travaillent pour des investisseurs intéressés par l'économie numérique et ses promesses. Le marché de la publicité en ligne, fondé sur l'augmentation du trafic, attise des convoitises croissantes. Les sites d'information sont achetés et vendus au gré de réorganisations médiatico-financières qui jouent dans le sens d'une concentration des activités au sein de grands groupes multimédias, intégrant verticalement toutes les branches de l'activité (du développement technique des logiciels à la publicité, en passant par la production de contenu) et horizontalement des sites de même nature. En Russie, les principaux médias en ligne sont intégrés dans des groupes médiatiques appartenant à de grands investisseurs (Mikhail Prokhorov pour le groupe RBC – RosBiznesConsulting – jusqu'en 2016, Alicher Usmanov pour le groupe *Kommersant*, Aleksandr Vinokurov pour la télévision Dozhd'). Face à ce modèle capitalistique, de petits médias militants se développent grâce au financement participatif (MediaZona), à l'aide de fondations de bienfaisance (Takié Dela) ou grâce à des soutiens internationaux (Meduza).

Cependant, les contrôles à travers la propriété sont manifestes²⁸. Les médias en ligne sont soumis à des contraintes économiques et financières qui peuvent porter des enjeux politiques. L'exemple de Lenta.ru est symptomatique des réorganisations économiques qui ont touché le monde des médias en ligne. Ce site a été fondé en 1999 par la Fondation pour une politique efficace proche des cercles poutiniens,

27. Entretien avec M. S., directrice de la création de l'atelier infographique de l'agence RIA Novosti, Moscou, 18 octobre 2013.

28. C. VENDIL PALLIN, « Internet Control Through Ownership: The Case of Russia », *Post-Soviet Affairs*, vol. 33, n° 1, 2016, p. 16-33.

puis a été vendu au groupe Rambler Media. La compagnie Rambler est rachetée en 2006 par Profmedia. En 2013, le groupe Afisha-Rambler, appartenant à Vladimir Potanine, sort du groupe Profmedia et fusionne avec la compagnie SUP Media, fondée en 2006 par l'homme d'affaires Aleksandr Mamut et l'éditeur américain Andrew Polson. La fusion réalisée en 2013 aboutit à la création de la compagnie Rambler-Afisha-SUP, qui possède Rambler, Lenta.ru, Gazeta.ru, Afisha et SUP. Le groupe ainsi constitué occupe la troisième place en termes d'utilisateurs, derrière les groupes Yandex et Mail.ru²⁹. Ces réorganisations économiques transforment les conditions d'exercice du journalisme dans les rédactions. La recherche de la rentabilité est centrale dans leur modèle économique. Elle peut s'accommoder d'une ligne éditoriale indépendante et libérale, dans les limites fixées par le propriétaire.

L'affaiblissement des solidarités professionnelles et collectives

Dans les nouveaux médias, les situations statutaires des journalistes diffèrent selon les rédactions. Si, dans les plus grosses entreprises, ceux-ci peuvent bénéficier de contrats à durée indéterminée et de salaires attractifs, de nombreux journalistes expérimentent la précarité professionnelle : contrat court, travail à la pige, bas salaire accompagné de primes, fréquence des changements de rédaction, licenciement, reconversion, réemploi... Cette précarité est plus forte dans les rédactions les plus critiques, souvent fragiles économiquement. D'une part, les contrats de travail, lorsqu'ils existent, sont de durée très limitée – un journaliste de *Novoe Vremia* explique ainsi que son contrat de travail est reconduit tous les six mois³⁰. De l'autre, les salaires comportent généralement une part fixe et une prime, parfois versée en liquide, susceptible d'être supprimée en cas de conflit ou de difficultés professionnelles. La précarité peut aussi être matérielle, comme le montre l'évolution des lieux de travail. Le développement d'Internet permet de nouvelles formes de travail en ligne, déconnectées de toute présence dans des espaces communs. Un journaliste de *Colta.ru* explique : « On n'a pas de locaux pour la rédaction. Chacun travaille de son côté, à domicile. On loue seulement une salle de réunion dans le centre. On fait une réunion de rédaction une fois par semaine³¹. »

Cette fragilité n'est pas nécessairement vécue comme un problème. La plupart des jeunes journalistes des médias en ligne sont diplômés des grandes universités moscovites (MGU, RGGU, Haut Collège d'Économie) et bénéficient des facilités d'insertion liées à leurs diplômes. Nés dans les années 1980 ou 1990, ils ont débuté jeunes dans le métier et sont passés par plusieurs rédactions où ils ont enrichi leurs réseaux de contacts. La souplesse des contrats et la dématérialisation du travail sont souvent considérées comme une libération face aux pesanteurs des rédactions traditionnelles. La catégorie « précarité » mériterait d'être ici discutée. Depuis la fin des années 1970, *précarité* est un terme courant du discours politique en France, associé aux réflexions sur la pauvreté. Dans le journalisme, la précarité est matérialisée par les difficultés d'insertion des jeunes diplômés dans le monde du travail à la sortie des écoles de formation³², par l'augmentation du nombre de pigistes et de contrats en

29. F. DAUCÉ, « Le journalisme en ligne en Russie : les jeux ordinaires du contrôle politique », *Les Études du CERJ*, n° 203, 2014, p. 21-22.

30. Entretien de l'auteur avec Dmitrij, Moscou, 5 juin 2012.

31. Entretien de l'auteur avec Mikhail, Moscou, 16 avril 2014.

32. I. CHUPIN, « Précariser les diplômés ? Les jeunes journalistes entre contraintes de l'emploi et ajustements tactiques », *Recherches sociologiques et anthropologiques*, vol. 45, n° 2, 2014, p. 103-125.

CDD³³, mais aussi par l'apparition de pratiques rédactionnelles parajournalistiques relevant de la communication³⁴. Les comparaisons internationales montrent que la notion de précarité est difficilement exportable. Aux États-Unis, les travaux qui traitent des conséquences de la flexibilité et de la déstabilisation des anciennes références du travail et de l'emploi ne sont pas appuyés sur la notion de précarité, mais s'intéressent aux transformations du *character*³⁵. En Russie, à une question sur l'instabilité des carrières journalistiques, un journaliste répond : « D'un côté, il y a les médias officiels avec des gens plus âgés (la quarantaine) et plus stables. De l'autre, il y a le journalisme novateur et novice en ligne. Dans ce domaine, il y a toujours quantité d'options pour les journalistes. Il y a toujours quelqu'un qui peut t'introduire et t'aider pour trouver un travail³⁶. » La mobilité est associée à la modernité du numérique.

Dans ce contexte, syndicat, unions professionnelles, droits sociaux et contractuels des journalistes, qui avaient déjà été fortement affaiblis par les transformations du début des années 1990, se déprécient. Les recherches sociologiques disponibles font généralement état d'une atomisation du milieu journalistique. Pour la sociologue Svetlana Pasti, « la génération plus âgée dispose d'une forte socialisation professionnelle, qui fait son identité comme groupe professionnel, et permet le développement de la solidarité et de la compréhension mutuelle. Le manque d'intérêt pour les unions professionnelles chez les jeunes, au contraire, les atomise et les divise selon leurs voies égoïstes, rendant difficile l'élaboration d'un sens commun de la profession. Cette polarité dans la conception qu'ont les journalistes du commun rend difficile la compréhension et la coopération entre les générations³⁷ ». Les enquêtes que nous avons menées à Moscou, Ivan Chupin et moi, auprès des journalistes en 2012 pourraient confirmer ce désintérêt pour les institutions de solidarité. Aucun journaliste rencontré n'est alors membre de l'Union des journalistes, considérée comme un héritage soviétique inutile. Comme l'explique Aleksandr, journaliste du site Gazeta.ru (qui participera ensuite à la création du Syndicat indépendant) : « Nous avons des relations horribles avec l'Union des journalistes de Russie³⁸ depuis que Ekaterina [sa collègue] a publié un article montrant que l'Union distribue des cartes de presse pour avoir des réductions dans les musées et sur les compagnies aériennes. On est des parias de cette Union. Parmi mes amis, personne n'est membre de l'Union³⁹. » La carte de presse délivrée aux journalistes est un simple certificat d'exercice de la profession, permettant une accréditation lors d'événements officiels, par exemple, mais elle n'ouvre pas de droit à des prestations ou à un statut fiscal spécifique.

33. A. ACCARDO (dir.), *Journalistes précaires*, Bordeaux, Le Mascaret, 1998 ; rééd. Marseille, Agone, 2007.

34. C. FRISQUE, « Précarisation du journalisme et porosité croissante avec la communication », *Les Cahiers du journalisme*, n° 26, 2014, p. 94-115.

35. J.-C. BARBIER, « La précarité, une catégorie française à l'épreuve de la comparaison internationale », *Revue française de sociologie*, vol. 46, n° 2, 2005, p. 351-371.

36. Entretien de l'auteur avec Aleksandr, dans les locaux de Lenta.ru, Moscou, 26 août 2013.

37. S. PASTI, *Rossijskij žurnal'ist v kontekste peremen*, Tampere, Tampere University Press, 2004.

38. L'Union des journalistes de Russie est présidée de 1992 à 2017, soit pendant vingt-cinq ans, par Vsevolod Bogdanov. Il est remplacé en novembre 2017 par Vladimir Solovev.

39. Entretien de I. Chupin et F. Daucé avec Aleksandr, Moscou, 1^{er} novembre 2012.

La vivacité des convictions démocratiques et libérales

Dans le monde des journalistes du Net, l'affaiblissement des solidarités professionnelles n'est pas synonyme d'indifférence à l'égard de la chose publique. Insérés dans les réseaux critiques qui émergent et se structurent au début des années 2010, ils participent aux mouvements locaux de défense des causes sociales ou politiques et rejoignent des cercles politiques alternatifs. La plupart d'entre eux sympathisent avec des mouvements politiques libéraux (le Parti républicain de Russie, fondé en 1990, le Parti démocratique uni de Russie Yabloko, actif depuis 1993, Solidarnost', créé en 2008), et les mouvements de défense des droits civiques Oborona et My, lancés en 2005, libertaires (antifascistes) ou de gauche modérée. À titre d'exemple, la composition de la rédaction de Gazeta.ru est significative de cette politisation libérale. Comme l'explique Aleksandr en novembre 2012 : « La rédaction de Gazeta.ru est composée d'opposants. J'ai moi-même participé au mouvement Solidarnost' en 2008. Ekaterina a été membre de la branche jeunesse du Parti républicain de Ryjkov. Maksim a fait de la prison pendant six mois. Il fait partie des cercles antifascistes. Sergei s'est présenté aux élections au Conseil de coordination de l'opposition, mais il n'a pas été élu. Il avait monté un bloc socio-progressiste avec un journaliste de [l'agence de presse officielle] RIA Novosti et le militant Roskoutov, qui a organisé des manifestations en Sibérie. Vera est journaliste à Slon.ru. Elle est journaliste et députée municipale à Touchino. Beaucoup de militants d'opposition ont été recrutés à Gazeta.ru. [...] Irina est journaliste à [la radio] Ekho Moskvyy et membre de Iabloko. Piotr est à *Moskovskie Novosti* [titre de presse multilingue publié de 2011 à 2014 par RIA Novosti] et à Oborona. Ivan a fait partie du mouvement My et il est à Slon.ru⁴⁰. » On observe cette convergence entre journalistes et militants dans d'autres médias. Le site Grani.ru a ainsi constitué un « club » en ligne où coexistent sur une même page le groupe punk et politique Pussy Riots, l'ONG antiraciste ADC Memorial, l'écrivaine Lioudmila Alekseeva du Groupe Helsinki de Moscou, Aleksandr Verkhovskij de l'association de défense des droits de l'homme Sova et des journalistes engagés comme Vera Kirchanova, Mikhail Sokolov ou Zoia Svetova. En 2011 et 2012, lors des manifestations massives contre les fraudes électorales, ces médias contribuent à la publicisation du mouvement de protestation et jouent un rôle central dans la mobilisation des citoyens. Plusieurs chercheurs ont montré le rôle des médias dans cette révolution « chantante⁴¹ ». Leur couverture de l'actualité bénéficie de l'innovation technologique et de l'activisme de leurs journalistes.

Des journalistes hors du commun face aux emprises politiques

Nos droits sont bafoués en permanence, indépendamment de la rédaction pour laquelle nous travaillons⁴².

Après la réélection contestée de Vladimir Poutine en 2011-2012, les journalistes font l'expérience de contraintes politiques croissantes, fondées sur l'adoption d'une législation de plus en plus oppressive sur les médias pour lutter contre les mobilisations protestataires. Cette réglementation s'inscrit dans un réseau d'« emprises »

40. *Ibid.*

41. A. KAČKAËVA (dir.), *Smeúsaâsâ nerevoluciâ...*, *op. cit.*

42. Site du Syndicat indépendant des journalistes : <https://profjur.org/#rec33598706>.

décentralisées et déléguées à de nombreux intermédiaires, dans lesquelles se fabriquent, en pratique, les manières de contrôler l'espace du débat public⁴³. Dans cette écologie de la contrainte, le droit est un appui parmi d'autres, qui s'articule aux réalités concrètes du marché du travail. Ainsi, la coercition directe (blocages de sites, arrestations, perquisitions, surveillance policière) peut surgir, mais elle est généralement déléguée aux nombreux acteurs du marché médiatique. Dans les rédactions, elle s'incarne dans des licenciements et démissions de journalistes⁴⁴. Les différents pouvoirs en place jouent de la fragilité des droits collectifs et salariaux des journalistes pour susciter des mobilités professionnelles sous contrainte. Ces épreuves s'appuient sur la faiblesse des liens contractuels et collectifs. Les recours en justice à la suite d'un différend professionnel sont extrêmement rares, voire semblent incongrus, car les licenciements sont en fait des « séparations à l'amiable » (*Uvol'nenie po soglaseniû stroron*) ou des « démissions ». Ces épreuves interrogent les journalistes concernés et favorisent leur intérêt pour l'action collective.

Les contraintes politiques et législatives

Depuis 2012, l'encadrement d'Internet par le législateur russe est de plus en plus étroit. La loi sur l'information, les technologies de l'information et la défense de l'information de 2006 est amendée dans un sens de plus en plus restrictif. En décembre 2013, la loi Lougovoï introduit une série d'amendements qui autorisent le blocage des sites considérés comme extrémistes par le service fédéral Roskomnadzor sans décision de justice. Dès 2014, trois sites d'information critiques sont brutalement bloqués sans décision judiciaire : Grani.ru, Ej.ru et Kasparov.ru. Deux textes sont régulièrement retouchés à des fins de contrôle : la loi sur les médias (relative à l'activité des entreprises de presse) et la loi sur l'information (relative aux technologies de l'information et de la communication)⁴⁵. En 2017, V. Poutine signe la loi sur les « médias-agents de l'étranger ». Les médias recevant un financement étranger (qu'il provienne d'un État, d'une organisation internationale ou de personnes morales) peuvent être considérés comme des agents de l'étranger. Les radios Golos Ameriki (La voix de l'Amérique) ou Radio Svoboda (Radio Liberté) tombent sous le coup de ce texte, adopté en réponse aux entraves posées à l'activité de la chaîne russe RT aux États-Unis. D'autres lois contiennent des dispositions concernant les médias et Internet : lois sur la lutte contre l'extrémisme de 2002⁴⁶, sur la défense de la propriété intellectuelle⁴⁷, pour la protection des enfants⁴⁸, etc. Ces textes permettent aux autorités de contrôler les informations sensibles publiées sur Internet et de bloquer leurs contenus. La loi contre l'extrémisme interdit ainsi la publication de documents considérés comme « extrémistes », sans que cette notion soit clairement

43. F. CHATEAURAYNAUD, « L'emprise comme expérience... », art. cité.

44. I. CHUPIN et F. DAUCÉ, « Par-delà la contrainte politique?... », art. cité.

45. Loi du 27 décembre 1991, n° 2124-1, « O sredstvakh massovoj informacii » (Sur les médias d'information de masse).

46. Loi du 25 juillet 2002, n° 114-FZ, « O protivodejstvii ekstremitskoj deatel'nosti » (Sur l'entrave des activités extrémistes).

47. Loi du 2 juillet 2013, n° 187-FZ, « O vnesenii izmenenij v otdel'nye zakonodatel'nye akty Rossijskoj Federacii po voprosam zašity intellektual'nyh prav v informacionno-telekommunikacionnyh setiâh », dite « loi contre le piratage ».

48. Loi du 29 décembre 2010, n° 436-FZ, « O zašite detej ot informacii pričînâušej vred ih zdorov'û i razvitiû » (Sur la protection des enfants contre les informations portant préjudice à leur santé et à leur développement).

définie. Les infractions à cette loi peuvent conduire à des avertissements, à des amendes, enfin à une fermeture des médias concernés. Les médias indépendants et en ligne sont de plus en plus contraints par la législation sur Internet mise en œuvre par Roskomnadzor et les services de sécurité. Depuis 2012, Roskomnadzor gère le registre des noms de domaine interdits en Russie, établi par les experts des organes de contrôle.

L'expérience des emprises sur les rédactions

Si la nouvelle législation est sans conteste oppressive, elle constitue un outil de cadrage pour les médias. Concrètement, la résolution des épreuves politiques dans les rédactions s'appuie plutôt sur le droit du travail et sur des arguments économiques. Entre 2012 et 2018, les multiples cas de reprise en main des médias sont d'abord des affaires de licenciements et de démissions. Pour l'illustrer, nous suivons ici le parcours d'Aleksandr entre 2012 et 2018. Durant ces six années, ce jeune journaliste change trois fois de rédaction à la suite des difficultés politiques qui surgissent dans les médias où il travaille. Dans ces trois cas, la coercition politique n'est pas ouverte et la législation sur l'information n'est pas directement mobilisée, ce sont les atteintes aux droits salariaux qui constituent le levier de la contrainte politique.

La première affaire, en novembre 2011, secoue la rédaction du site d'information Gazeta.ru, où travaille Aleksandr. Elle débute en pleine campagne pour les élections législatives de décembre, lorsque le rédacteur en chef adjoint, Roman Badanine, décide, en l'absence de son rédacteur en chef, de ne pas publier la bannière publicitaire du parti du pouvoir Russie unie. Il estime alors que cette publicité politique est négative pour l'image du site. À sa place, il met en ligne une « carte des infractions » élaborée par l'ONG Golos, qui recense les fraudes électorales. Le directeur général des éditions Kommersant, qui possède le site, lui demande de retirer cette carte au prétexte que l'absence de la publicité de Russie unie aurait fait perdre de l'argent à son entreprise. Roman Badanine refuse. Après des discussions au sein de la rédaction, il préfère quitter Gazeta.ru et propose sa démission, qui est acceptée. Après son départ, une nouvelle rédactrice en chef est nommée, qui défend une ligne loyaliste. Dans le sillage de Roman Badanine, de nombreux journalistes quittent la rédaction, au fil de démissions négociées.

Aleksandr démissionne et rejoint le site Lenta.ru. Il travaille deux ans dans ce média en plein développement mais, en 2014, Galina Timchenko, rédactrice en chef du site, est licenciée à la suite d'un avertissement de Roskomnadzor pour « incitation à la haine raciale » et infraction à la législation russe. Collectivement, la grande majorité des journalistes démissionne de la rédaction en solidarité avec elle. Ils sont remplacés par une équipe recrutée pour sa loyauté à la politique officielle. Aleksandr fait partie des démissionnaires. Il cherche un nouvel emploi et rejoint la rédaction du groupe médiatique RBC, alors propriété du milliardaire Mikhail Prokhorov. Il y retrouve Roman Badanine, qui, après son départ de Gazeta.ru, a travaillé pour Forbes puis est devenu rédacteur en chef de Rbc.ru. Cependant, en 2016, après la publication d'un article sur la luxueuse datcha de Poutine, la rédaction de RBC est remaniée. Roman Badanine, Elizaveta Ossetinskaia et Maksim Solius, responsables de la rédaction, sont démis de leurs fonctions « à l'amiable ». La justification officielle n'est pas politique mais formellement liée à des considérations économiques. De nombreux journalistes démissionnent, dont Aleksandr à

nouveau : « Les journalistes qui restent à RBC jusqu'au 30 juin peuvent ensuite partir avec une prime correspondant à trois mois de salaire. La plupart attendent donc cette date pour partir. Ils signent un avenant à leur contrat qui prévoit cette prime. Pour l'instant, les rédacteurs en chef sont partis et n'ont pas été remplacés. Les adjoints tentent de s'organiser comme ils peuvent ⁴⁹. » Les anciens journalistes de RBC se reconvertissent à nouveau dans d'autres rédactions. Plusieurs rejoignent ainsi l'équipe de la BBC Russie.

La trajectoire d'Aleksandr montre le jeu de la contrainte politique et de la mobilité journalistique. Le désaccord politique se solde généralement par des licenciements à l'amiable ou par des démissions volontaires, qui ne justifient pas de recours au tribunal pour juger du conflit. Le récit des emprises dans les médias russes est donc un récit de la mobilité, des licenciements, des démissions et des réembauches, qui pose la question du non-dit politique des arrangements médiatiques. Les journalistes disposent de peu d'appuis institutionnels et collectifs pour y faire face.

La création du syndicat, un retour fragile à l'action en commun

En Russie, le mot « syndicat » est vieilli. [...] Mais nous pensons que le syndicat indépendant est la forme la plus efficace d'interaction entre les gens ⁵⁰.

Les journalistes impliqués dans la création du syndicat en 2016 soulignent eux-mêmes le caractère paradoxal de leur initiative. Ils savent l'héritage contesté du syndicalisme en Russie postsoviétique ⁵¹. Ils connaissent aussi les difficultés de l'engagement militant libéral qu'ils ont expérimentées lors des manifestations de 2011-2012. Cet engagement a été suivi d'un reflux de la participation partisane, qui a aussi touché le monde journalistique ⁵². Les journalistes s'interrogent sur les mécanismes de l'encadrement politique. Cette réflexion s'élabore dans un contexte où des liens d'interconnaissance se sont progressivement noués au fil des épreuves rencontrées. Les trajectoires professionnelles s'insèrent dans un espace tissé de liens de familiarité ⁵³. Cette sociabilité amicale peut sembler anodine lorsqu'elle s'incarne dans des soirées festives, qui rassemblent régulièrement les journalistes indépendants dans les lieux branchés de Moscou. Mais au-delà de ces rassemblements distrayants, elle permet des échanges d'expériences et d'avis sur les difficultés éprouvées. Cette enquête collective favorise l'élaboration de solutions pour prendre la parole ou pour contourner les contraintes. La constitution du syndicat en 2016 est l'une de ces solutions, et montre le souci de répondre conjointement à la difficulté politique et à la fragilité professionnelle en mobilisant un modèle militant ancien, hérité du répertoire d'action de la gauche, mais réinvesti dans un contexte libéralisé.

49. Entretien de l'auteur avec Aleksandr, Moscou, 22 avril 2016.

50. Site du Syndicat indépendant des journalistes : <https://profjur.org/#rec33598706>.

51. Voir par exemple L. GORDON, « De juillet 1989 à juillet 1990 : une année dans le mouvement ouvrier russe », *Le Mouvement social*, n° 169, 1994, p. 67-88 ; F. DAUCÉ, *La Russie postsoviétique*, Paris, La Découverte, 2019.

52. F. DAUCÉ, *Être opposant dans la Russie de Vladimir Poutine*, op. cit.

53. L. THÉVENOT, « “Des liens du proche aux lieux du public”. Retour sur un programme franco-russe pionnier », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, n° 48, 2017, p. 7-43.

La création du Syndicat indépendant des journalistes

Dans le milieu du journalisme indépendant et libéral, la question de l'action commune surgit progressivement. Les journalistes réfléchissent aux réponses à apporter à leurs préoccupations. Un nouvel intérêt pour le syndicalisme apparaît dans certaines rédactions. Ekaterina, qui travaillait pour le site Gazeta.ru, se souvient de premières réflexions sur le syndicalisme dès 2011 : « On avait déjà eu cette idée en 2011 quand nous étions à Gazeta.ru avec Aleksandr, Maksim et moi. On avait créé un syndicat, mais c'était une petite structure dans l'entreprise. C'était pour se défendre au sein de Gazeta.ru. Comme il y a eu ensuite des problèmes graves, nous sommes partis ⁵⁴. » Passé chez RBC, Aleksandr s'intéresse à nouveau à la possibilité de créer un syndicat : « Il y a un an, j'ai évoqué le projet de créer un syndicat à RBC avec Tania [responsable de la rédaction], mais elle était tout à fait contre. Les plus libéraux des libéraux sont quand même contre tout ce qui peut limiter leur pouvoir ! ⁵⁵ » La pratique syndicale est considérée avec méfiance par les rédacteurs en chef des médias libéraux. Des journalistes font état de réflexions similaires dans d'autres rédactions, comme celle de Radio Svoboda, tout en soulignant la difficulté à faire fonctionner de telles structures en interne.

Au début de l'année 2016, l'attaque contre le minibus transportant des journalistes et des défenseurs des droits de l'homme à la frontière de l'Ingouchie constitue l'élément déclencheur qui concrétise les réflexions en cours sur le syndicalisme de journalistes. La violence de l'événement les conduit à élaborer une réponse collective. Le syndicat est lancé par plusieurs journalistes, issus de différentes rédactions : les organes de presse *Vedomosti*, *Kommersant*, *Novaya Gazeta*, ou les portails d'information RBC, MediaZona, Slon... (Tableau 1). La plupart d'entre eux sont passés par d'autres rédactions, où ils ont enrichi leurs réseaux de contacts. Plusieurs ont travaillé pour Gazeta.ru ou Lenta.ru au début des années 2010, avant d'essaimer dans d'autres rédactions après les difficultés politiques auxquelles ils se sont heurtés. L'attaque physique suscite une demande d'enquête et de respect du droit auprès de la Procuration (le Parquet) de Russie.

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ekaterina	Gazeta.ru		Znak.com					
Pavel	<i>Moskovskie Novosti</i>	<i>Russkaia Planeta</i>	Pigiste pour Snob, MediaZona, <i>The New Times</i> ...				Takié dela	
Aleksandr	Gazeta.ru		Lenta.ru		Rbc.ru		Autre profession	
Diana	Meduza							
Maksim	Gazeta.ru		<i>Kommersant</i>		MediaZona		RBC	
Evgenij	<i>Novaia Gazeta</i>						Freelance	
Aleksandr			<i>Russkaia Planeta</i>		Mediazona			
Kirill			<i>Russkaia Planeta</i>		<i>Bolchoj Gorod</i>	Republic		
Sergej	Gazeta.ru		<i>Russkaia Planeta</i>		MediaZona			
Denis	Photographe de presse (AFP, Reuters...)							

Tableau 1 : Trajectoires des fondateurs du Syndicat indépendant des journalistes et des travailleurs des médias

54. Entretien de l'auteur avec Ekaterina, Moscou, 22 avril 2016.

55. Entretien de l'auteur avec Aleksandr, Moscou, 22 avril 2015.

Le premier congrès du syndicat se réunit le 25 juin 2016 à Moscou. Un comité d'initiative composé de Pavel, Maksim, Aleksandr, Ekaterina, Evgenij, Aleksandr et Kirill constitue le bureau du syndicat. Ils rédigent et adoptent des statuts. Lors du congrès de décembre 2016, Ekaterina demande que le syndicat s'enregistre auprès du ministère de la Justice. Elle le justifie ainsi : « Quand je parle du syndicat, mes interlocuteurs me demandent : “Vous n’avez pas d’enregistrement ? Alors vous n’êtes personne (*vy nikto*)”⁵⁶. » En novembre 2017, le ministère de la Justice accepte d'enregistrer ce syndicat, qui se donne pour objectif d'aider « les collaborateurs des médias victimes de l'action de leurs employeurs, des forces de l'ordre et des organes d'État⁵⁷ ». L'action professionnelle est intimement liée à l'action politique. Les membres du syndicat rendent ainsi compte de leur initiative : « Dans la situation actuelle, personne ne peut garantir que, demain matin, nous ne serons pas arrêtés par la police sur notre lieu de travail, licenciés pour avoir refusé de publier un article de commande, ou non payés pour nos honoraires si nous sommes *freelance*⁵⁸. » L'attaque contre le bus déclenche l'action collective, qui articule revendications politiques et protection salariale.

Réaffirmer les droits professionnels face aux emprises

Les statuts du syndicat précisent que celui-ci « représente et défend les intérêts socio-économiques et les droits du travail liés à l'activité professionnelle des membres du syndicat » (art. 3.1). Ses responsables tentent de « dénaturiser » les licenciements et les démissions, souvent considérés comme légitimes par des journalistes acquis aux principes libéraux lors de conflits avec les actionnaires de leurs médias. Le rédacteur en chef de *Kommersant* écrit ainsi sur Facebook en 2019 : « L'actionnaire a le droit de changer de cadres, le collaborateur a le droit de ne pas être d'accord. Il n'a qu'une seule façon pour le faire : trouver un autre travail. » Sur le site d'information Meduza, des propos similaires sont tenus par un journaliste qui a démissionné de *Kommersant* : « Alicher Usmanov a licencié un ouvrier de la firme Metallinvest. Il est parti se faire voir. Il a licencié un manager de Megafon, il est parti se faire voir. C'est le propriétaire, c'est sa décision. De ce côté, il n'y a rien à discuter⁵⁹. » En réponse, le syndicat dénonce « les conceptions naïves et simplistes » des journalistes concernant leurs droits⁶⁰. Il y voit un héritage de l'ultralibéralisme des années 1990.

Le syndicat développe un répertoire d'action juridique pour contribuer à la défense des droits des journalistes. Des actions de lobbying auprès du législateur, de formation auprès des journalistes et de plaidoyer auprès des tribunaux sont engagées. L'une des premières initiatives du syndicat consiste à s'adresser à la Douma et au président du Conseil pour les droits de l'homme, Iouri Fedotov, pour défendre les droits des collaborateurs des médias qui couvrent les élections. Contre la nouvelle

56. Enregistrement vidéo du 2^e congrès du Syndicat des journalistes, mis en ligne sur la chaîne YouTube de l'organisation le 18 décembre 2016 : [https://www.youtube.com/watch?v=0hpL-e4kBOI\(19'53"\)](https://www.youtube.com/watch?v=0hpL-e4kBOI(19'53).

57. Information figurant sur la page Facebook du Syndicat des journalistes : https://www.facebook.com/pg/profsoyuz.zhurnalistov/about/?ref=page_internal.

58. Site internet du Syndicat des journalistes : <https://profjur.org>.

59. Propos rapportés par le Syndicat indépendant des journalistes et des travailleurs des médias : « Trudovye prava zhurnalistov. Kratkij obzor i rekomendacii » (Le droit du travail des journalistes. Bref état des lieux et recommandations), 2 juillet 2019 ; en ligne : <https://profjur.org/page6403667.html>.

60. *Ibid.*

réglementation, qui exige un contrat de travail et cinq mois d'expérience pour les journalistes accrédités auprès des bureaux de vote, il souligne que beaucoup de journalistes travaillent comme *freelance* et collaborent simultanément avec plusieurs rédactions. De plus, en période de crise, « beaucoup de journalistes changent de travail, de nouvelles publications apparaissent et d'autres disparaissent ⁶¹ ». « La loi a été établie sans la moindre compréhension des principes de travail des médias », estiment les journalistes. Ils demandent donc son ajustement à la précarité professionnelle de leurs confrères.

Le syndicat vulgarise les bases du droit du travail dans les rédactions. Il publie une série de textes sur « les droits du travail des journalistes », soulignant que ces derniers les ignorent en cas de conflit politique dans les rédactions. Ses membres rédigent des rapports annuels sur les atteintes aux droits des journalistes et leur dispensent des conseils et des formations juridiques. Ils s'engagent aussi dans la défense personnalisée des plus menacés. Lors de l'affaire Golunov, le syndicat prend position en faveur de ce journaliste d'investigation du site Meduza, injustement accusé de trafic de drogue. Dans toutes ces activités, outre le combat professionnel, transparaît une sensibilité aux questions de genre, de minorités et de défense des droits LGBT, politiquement sensibles en Russie. Le syndicat fait sienne la cause de journalistes poursuivis en justice, comme Ali Ferouz, homosexuel menacé d'extradition vers l'Ouzbékistan, qui, avec l'appui du syndicat, obtient finalement de pouvoir trouver refuge en Allemagne. Les membres du syndicat n'hésitent pas à descendre dans la rue pour défendre leurs causes. Ils sont présents lors des manifestations en hommage à Anastasia Babourova, journaliste à *Novaya Gazeta*, assassinée en 2009 avec l'avocat défenseur des droits humains Stas Markelov, qui regroupent les militants de gauche dans le centre de Moscou chaque année. À l'été 2019, le syndicat documente les atteintes aux droits des journalistes lors de la couverture des manifestations de protestation contre le refus d'enregistrement des candidats d'opposition.

La fragilité des engagements syndicaux dans un monde incertain

Si les activités du syndicat suscitent manifestement l'intérêt, comme en témoignent les 1 800 abonnés de son canal sur Telegram, l'engagement concret de ses membres dans son fonctionnement est limité par les raisons mêmes qui ont motivé sa création : l'instabilité des carrières et la faiblesse des statuts juridiques. Les militants actifs sont peu nombreux et peinent à s'engager dans le temps long. Le syndicat publie en 2018 une enquête sur la situation des journalistes et des travailleurs des médias ⁶² : sur 165 journalistes interrogés, 72 % sont salariés et 28 % travaillent en indépendant. 90 % d'entre eux ont moins de 40 ans. Ces données concernent surtout les journalistes des médias non étatiques, puisque seulement 19 % des personnes interrogées travaillent pour un média d'État. Plus de la moitié des *freelancers* (collaborant principalement avec des titres comme Takie Dela, MediaZona, *Novaya Gazeta*, RBC, Aficha, Meduza et des médias régionaux) travaillent sans contrat de travail et sans protection sociale. De nombreux journalistes sont soumis à des

61. M. ALEHINA, « Novyj profsoúz žurnalistov raskritikoval pravila nablúdeniâ na vyborah » (Le nouveau Syndicat des journalistes dénonce les règles de surveillance des élections), *Novye izvestiâ*, 23 mars 2016 ; en ligne : <http://www.newizv.ru/lenta/2016-03-23/236403-novyj-profsojuz-zhurnalistov-raskritikoval-pravila-nabljudeniia-na-vyborah.html>.

62. Profsoúz žurnalistov, « Issledovanie položenii žurnalistov i rabotnikov SMI », avril 2018 ; en ligne : https://profjur.org/research2018_1.

systèmes d'amendes en cas de refus de partir en mission, d'erreurs dans les articles, de refus de répondre à la demande de la rédaction, de retard, etc. Environ un tiers des journalistes interrogés font état de pressions sur leur travail, provenant du FSB (Service fédéral de sécurité), de Roskomnadzor, des fonctionnaires municipaux ou du service de presse des autorités locales. Ces chiffres, qui portent sur un échantillon modeste de personnes interrogées, mettent au jour les problèmes identifiés par le syndicat.

Les entretiens avec ses membres montrent, quant à eux, la difficulté des journalistes à s'engager durablement dans le syndicat pour les résoudre. Presque tous les fondateurs du syndicat en 2016 ont changé de poste et n'en sont plus membres en 2019. En 2016, Aleksandr, qui avait pris la charge des contacts internationaux du syndicat, était déjà débordé : « Je n'ai pas le temps de m'en occuper. J'ai juste regardé un peu sur Internet les syndicats de journalistes à l'étranger, mais je n'ai même pas eu le temps d'enregistrer leurs coordonnées. En fait, je me demande si je ne devrais pas démissionner faute de temps pour y contribuer. [...] Les autres participants postent plein de documents sur Telegram mais je n'ai pas le temps de les lire ⁶³. » En juin 2016, après avoir quitté la rédaction de RBC, il abandonne le journalisme et part travailler pour une organisation internationale de défense des droits de l'homme, renonçant aussi à l'action syndicale. Ces difficultés pèsent sur l'ensemble des membres. Comme l'explique l'un des responsables en 2017 : « Le syndicat n'a pas tout à fait la forme qu'on voulait car on manque de temps pour s'en occuper ⁶⁴ » ; « C'est difficile de trouver un moment pour se réunir car tout le monde bouge en mission ⁶⁵. » L'instabilité des carrières et les conditions mêmes de travail limitent les possibilités d'un engagement durable.

Dans le monde des journalistes russes, il est difficile de reconstituer ce qui a été défait ou de créer des structures professionnelles nouvelles ajustées aux pratiques du numérique. Si la contrainte politique sur les médias, notamment en ligne, s'est considérablement renforcée depuis la réélection contestée de V. Poutine en 2012, elle s'articule le plus souvent à la faiblesse des droits professionnels et collectifs des journalistes. Le licenciement ou la démission sont la règle lors des conflits politiques dans les rédactions. L'argument économique est souvent mobilisé pour justifier les changements d'équipes éditoriales. Ces usages coercitifs du droit du travail sont d'autant plus aisés que les collectifs de travail dans le monde médiatique ont été fortement affaiblis. D'une part, les anciennes organisations soviétiques, comme l'Union des journalistes, sont discréditées aux yeux des jeunes journalistes de la presse en ligne. De l'autre, l'instabilité des carrières est défavorable à la constitution d'organisations professionnelles durables. Les journalistes restent rarement plus de deux ou trois ans dans le même média.

Pourtant, la constitution d'un Syndicat indépendant des journalistes et des travailleurs des médias en 2016 montre que la création d'une organisation professionnelle est encore possible dans la Russie des années 2010. Elle témoigne d'un intérêt des cercles indépendants pour cette nouvelle forme d'action collective. Les

63. Entretien de l'auteur avec Aleksandr, Moscou, 22 avril 2016.

64. Entretien de l'auteur avec Aleksandr, Moscou, 16 septembre 2017.

65. Entretien de l'auteur avec Kirill, Moscou, 19 avril 2016.

journalistes qui participent à la création du syndicat ont tous fréquenté de nombreuses rédactions successivement et connaissent bien les membres de leur communauté. Ils sont à la croisée de plusieurs réseaux éditoriaux, qui leur ouvrent la possibilité d'agir collectivement. Les journalistes du syndicat articulent une réflexion sur la contrainte politique et son lien avec leur instabilité professionnelle. La forme syndicale leur permet de répondre aux deux défis qu'ils rencontrent, le défi politique et le défi salarial. Le nouveau syndicat est cependant fragile en raison des activités multiples de ses membres, dans le contexte de flexibilité et de mobilité précédemment décrit. L'engagement syndical est souvent de courte durée, la plupart de ses fondateurs ayant abandonné leur participation deux ans plus tard pour poursuivre d'autres activités professionnelles.

La création même de ce collectif permet d'interroger l'intérêt renouvelé des cercles politiques alternatifs pour cette forme d'action. D'autres initiatives syndicales sont apparues dans l'espace public russe depuis 2016. L'exemple le plus emblématique est probablement la création du « Syndicat de Navalny » en janvier 2019. Le principal opposant à Vladimir Poutine, Alexeï Navalny, dont le parti politique n'a pas obtenu d'enregistrement officiel auprès du ministère de la Justice, affirme : « Notre but est de faire en sorte que les responsables professionnels dans les principales sphères d'activité de notre pays paient des salaires décents. [...] Ce projet n'est pas politique au sens que personne ne vous demande de m'aimer ou de ne pas aimer Poutine⁶⁶. » Venu du parti libéral Iabloko, passé par les mouvances nationalistes et engagé dans la lutte contre la corruption, Alexeï Navalny réinvestit le projet syndical pour articuler ses différents combats. Dans les cercles libéraux, l'union professionnelle retrouve sa légitimité, dans un contexte où les partis politiques d'opposition sont durablement marginalisés. Ce retour au syndicalisme questionne le réinvestissement de formes institutionnelles du passé pour des projets collectifs du présent. Il interroge plus généralement la recherche de nouveaux modes d'action collective face à l'articulation des contraintes politiques et professionnelles.

66. Manifeste du 24 janvier 2019 ; en ligne : <https://navalny.com/p/6061>.